

Lettre ouverte au gouvernement et aux parlementaires français contre les contrôles de "comportement" sur la réutilisation des données publiques

Madame, Monsieur,

Les associations et organisations civiles soussignées, vous écrivent pour vous demander l'abandon des modifications de la loi sur l'accès à l'information de 1978 [1] proposées par l'article 30 ter du projet de loi LOPPSI (N° 2827 - *Loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité*) [2]. Cet article autoriserait les autorités à étendre la procédure administrative de contrôle du "comportement", définie par la loi sur la sécurité de 1995 [3], aux personnes physiques ou morales désirant accéder à des informations publiques, telles que des documents ou des bases de données, en vue de les réutiliser.

À l'heure actuelle, ces contrôles de comportement sont réservés notamment à l'accès aux produits dangereux ou aux zones sécurisées. Élargir ces contrôles à ceux souhaitant simplement réutiliser les informations du secteur public est inutile et disproportionné. Cela reviendrait à considérer la réutilisation des données publiques comme une activité dangereuse. Étant donné le flou juridique autour de la notion de "comportement", laissée à l'appréciation de l'administration, cette mesure tendra à restreindre de manière arbitraire l'accès à l'information et la liberté d'expression en France.

L'article ainsi proposé causerait de sérieux dégâts au droit d'accès à l'information protégé par la loi CADA de 1978, renforcée par la directive européenne 2009/98/EC du Conseil et du Parlement Européen sur la réutilisation des informations du secteur public (PSI, 17 novembre 2003) [4].

En effet, cet article est en contradiction directe avec la directive 2003/98/EC [5], qui demande aux gouvernements d'assurer des "*conditions justes, proportionnées et non-discriminatoires pour l'accès à l'information [du secteur public]*". La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme a réaffirmé ces conditions en reliant le droit d'accès à l'information au droit à la liberté d'expression, droits qui ne sauraient être entravés d'aucune contrainte discriminatoire par les autorités publiques [6].

Rendre les données publiques librement accessibles pour des réutilisations larges est reconnu comme un important facteur d'innovation sociale et économique. La disponibilité de telles informations incite à une plus forte participation à la décision publique et enrichit les liens entre les citoyens et leur gouvernement. Le grand public peut ainsi enrichir les données générées par le gouvernement, par exemple en développant des applications ou des programmes qui rendent service à la société dans son ensemble.

Ces apports sont clairement reconnus par de nombreuses démocraties à travers le monde, comme l'Australie, le Danemark, les États-Unis, la Norvège, la Nouvelle-Zélande ou le Royaume-Uni, dans lesquelles les gouvernements mettent d'énormes volumes de données brutes à disposition de tous sans condition d'accès ou d'usage [7]. Si l'article proposé dans le projet de loi LOPPSI était voté et promulgué, cela freinerait sans aucune raison les progrès des initiatives françaises liées à l'ouverture des données publiques. Tel quel, il s'agirait d'un sérieux retour en arrière de la France alors même que de nombreux gouvernements européens progressent vers un meilleur accès aux informations et un engagement croissant des citoyens.

Pour toutes ces raisons, les organisations signataires de cette lettre appellent le gouvernement français et les parlementaires à supprimer l'article 30 ter de ce projet de loi.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments respectueux,

[1] [http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?idSectionTA=LEGISCTA000006095904&cidTexte=JORFTEXT000000339241&dateTexte=20101118)

[idSectionTA=LEGISCTA000006095904&cidTexte=JORFTEXT000000339241&dateTexte=20101118](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?idSectionTA=LEGISCTA000006095904&cidTexte=JORFTEXT000000339241&dateTexte=20101118)

[2] http://www.assemblee-nationale.fr/13/ta-commission/r2827-a0.asp#P676_118627

[3] [http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006527969&cidTexte=LEGITEXT0000005617582&dateTexte=20101118)

[idArticle=LEGIARTI000006527969&cidTexte=LEGITEXT0000005617582&dateTexte=20101118](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006527969&cidTexte=LEGITEXT0000005617582&dateTexte=20101118)

[4] <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000629684>

[5] http://ec.europa.eu/information_society/policy/psi/docs/pdfs/directive/psi_directive_en.pdf

[6] Voir *inter alia* Társaság a Szabadságjogokért v. Hungary (App no 37374/05), ECHR, 14 April 2009:

[http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/view.asp?](http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/view.asp?action=html&documentId=849278&portal=hbkm&source=externalbydocnumber&table=F69A27FD8FB86142BF01C1166DEA398649)

[action=html&documentId=849278&portal=hbkm&source=externalbydocnumber&table=F69A27FD8FB86142BF01C1166DEA398649](http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/view.asp?action=html&documentId=849278&portal=hbkm&source=externalbydocnumber&table=F69A27FD8FB86142BF01C1166DEA398649)

[7] <http://www.data.gov/datapolicy>

<http://www.nationalarchives.gov.uk/doc/open%2Dgovernment%2Dlicence/>

- **AFRIQUE :**
 - Africa Freedom of Information Centre (AFIC) (Gilbert Sendugwa, Coordinateur, Directeur du Secrétariat)
- **AMÉRIQUE DU NORD :**
 - Centre for Law and Democracy – Canada (Toby Mendel, Directeur Exécutif)
 - Montreal Ouvert – Canada (Jonathan Brun)
 - Andres Mejia – États-Unis (Carter Center, Département ATI)
- **AMÉRIQUE CENTRALE :**
 - Jamaicans For Justice – Jamaïque (J. Carolyn Gomes, Directeur Exécutif)
 - Instituto de Acceso a la Información Pública del Distrito Federal – Mexique (Jorge Bustillos Roquín, Commissaire citoyen)
- **AMÉRIQUE DU SUD :**
 - Asociación por los Derechos Civiles – Argentine (Álvaro Herrero)
 - Greg Michener – Brésil (professeur et avocat)
 - Fundación Ciudadano Inteligente – Chili
 - Fundación Pro Acceso – Chili (Moisés Sánchez, Directeur Exécutif)
 - Instituto de Derecho y Economía Ambiental (IDEA) – Paraguay (Ezequiel Santagada, Directeur Exécutif)
 - Suma Ciudadana – Pérou (Javier Casas)
 - Cainfo – Uruguay (Edison Lanza, Director Ejecutivo)
- **ASIE :**
 - Citizens' Campaign for Right to Information (CCRI) – Nepal (Tanka Aryal, Secrétaire General)
- **EUROPE :**
 - Access Info Europe (Helen Darbishire, Directrice Exécutive)
 - La Quadrature du Net (Philippe Aigrain)
 - Open Knowledge Foundation (Rufus Pollock)
 - Parlorama
 - Statewatch Europe (Tony Bunyan)
 - Armenian freedom of Information Center – Arménie (Shushan Doydoyan)
 - More Onion – Autriche (Michael Hartl, Officier Exécutif)
 - Access to Information Programme – Bulgarie (Gergana Jouleva, Directeur Exécutif)
 - David Goldberg – Écosse (information rights campaigner)
 - Asociación Open Data de España – Espagne (Jacobo Elosua)
 - LiberTIC – France
 - OWNI – France
 - ReadWriteWeb France – France (Fabrice Epelboin)
 - Regards Citoyens – France
 - Movimento Scambio Etico – Italie
 - NEXA Center for Internet & Society at Politecnico di Torino – Italie
 - Rolf Kleef – Pays-Bas (consultant en données publiques pour le dev. international)
 - Informational Policy Institute – République de Moldavie (Alex Marciuc, Directeur Exécutif)
 - Public Association Center for Promotion of Freedom of Expression and Access to Information – République de Moldavie (Vasile Spinei)
 - Apador-CH (Romanian Helsinki Committee) – Roumanie (Diana-Olivia Hatneanu, Directeur Exécutif)
 - Center for Independent Journalism – Roumanie (Ioana Avadani)
 - Transparency International Romania – Roumanie (Victor Alistar, Directeur Exécutif)
 - Open Rights Group – Royaume-Uni (Javier Ruiz)
 - OpenlyLocal – Royaume-Uni (Chris Taggart)
 - UntoldLondon – Royaume-Uni (Babs Guthrie)
 - Tom Steinberg – Royaume-Uni (membre de la Commission gouvernementale sur la Transparence)
 - Susie Wright – Royaume-Uni (Consultante en numérique)
 - Institute for Information Freedom Development – Russie (Ivan Pavlov)
 - ChangeNet – Slovaquie (Norbert Brazda, Directeur Exécutif)
 - Bilgi Edinme Hakki – Turquie (Yaman Akdeni)